

## Section 1

# Revue de l'évolution de l'économie en 2000 et perspectives

---

<b>Revue de l'évolution de l'économie en 2000.....</b>	<b>3</b>
<input type="checkbox"/> Une quatrième année de croissance vigoureuse.....	3
<input type="checkbox"/> Des retombées positives sur le marché du travail.....	4
<input type="checkbox"/> Une forte demande intérieure .....	7
<input type="checkbox"/> Une économie mondiale en expansion .....	10
— Une expansion soutenue des économies asiatiques .....	10
— Une autre année exceptionnelle pour l'économie américaine .....	11
<input type="checkbox"/> Une forte croissance des exportations internationales de marchandises du Québec.....	14
<b>Les perspectives économiques pour 2001 au Québec.....</b>	<b>15</b>
<input type="checkbox"/> Un ralentissement de la croissance aux États-Unis .....	15
<input type="checkbox"/> Une politique monétaire plus accommodante en 2001 .....	16
<input type="checkbox"/> Une décélération de l'inflation.....	17
<input type="checkbox"/> Un ralentissement moins marqué au Canada et au Québec.....	18
<input type="checkbox"/> Une décélération de la croissance des exportations.....	19
<input type="checkbox"/> Une demande intérieure vigoureuse.....	19
<input type="checkbox"/> Comparaison avec les prévisions du secteur privé .....	22



## Revue de l'évolution de l'économie en 2000 et perspectives

Cette section résume les principaux éléments qui ont marqué l'évolution de l'économie du Québec en 2000 et les perspectives économiques qui ont servi à l'élaboration du plan budgétaire.

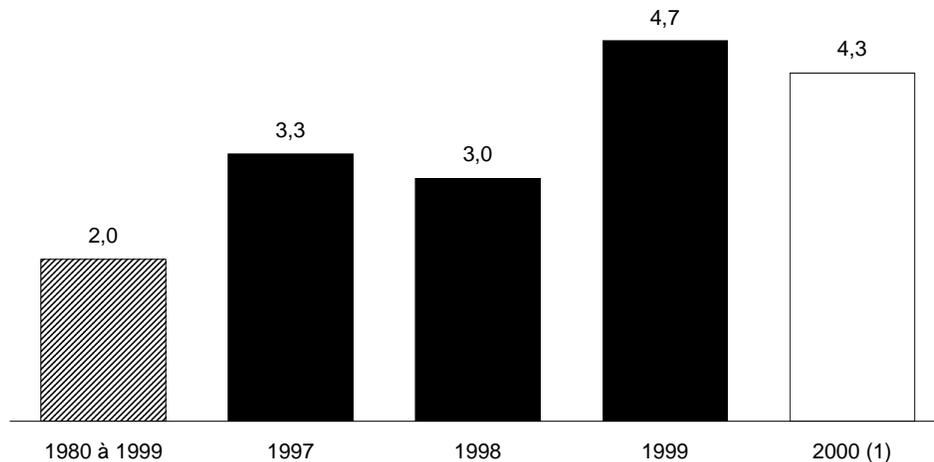
### Revue de l'évolution de l'économie en 2000

#### *Une quatrième année de croissance vigoureuse*

Grâce à une forte demande, tant intérieure qu'extérieure, l'économie québécoise a poursuivi sa croissance sur la même lancée qu'au cours des dernières années en enregistrant une hausse de 4,3 %. Ce rythme de croissance est deux fois supérieur à celui observé en moyenne de 1980 à 1999. Après l'excellente performance de 1999, où la croissance du PIB réel a atteint 4,7 %, la croissance économique enregistrée en 2000 est la plus forte des 12 dernières années.

GRAPHIQUE 1.1

**ÉVOLUTION DU PIB RÉEL AU QUÉBEC**  
(variation annuelle en pourcentage)



(1) Résultat préliminaire.

Sources : Institut de la Statistique du Québec, Conference Board du Canada et ministère des Finances du Québec.

Entraînée par une hausse appréciable de 15,7 % du volume des investissements non résidentiels des entreprises, la demande intérieure s'est accrue de 5,0 % l'an passé. Il s'agit de la plus forte hausse des quinze dernières années. La demande étrangère a également contribué fortement à la croissance de l'économie, le volume des exportations

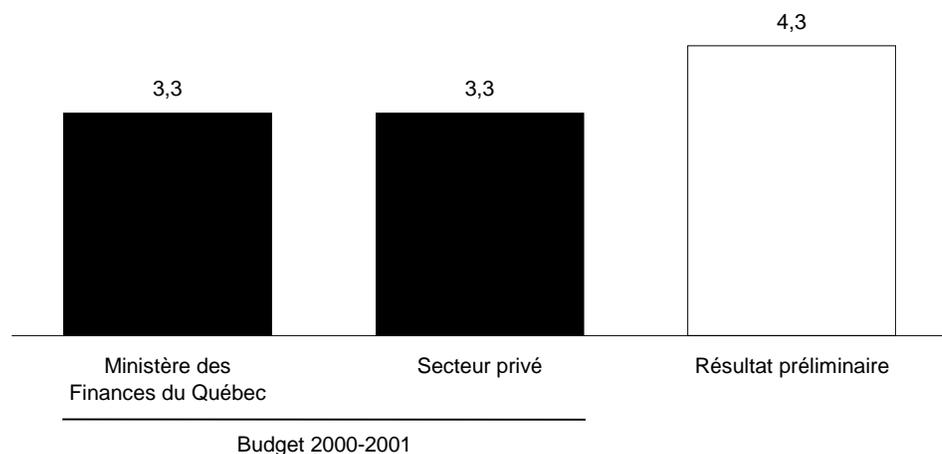
internationales de marchandises ayant connu une hausse de 12,2 %. Cependant, une forte augmentation des importations (11,1 %) est venue amoindrir la contribution nette du secteur extérieur à la croissance du PIB réel.

La performance de l'économie en 2000 s'est révélée plus vigoureuse que ce qui était attendu par la plupart des experts du secteur privé, il y a un an.

La hausse du PIB réel a dépassé d'environ un point de pourcentage les prévisions qui ont servi à l'élaboration du Plan budgétaire 2000-2001 et il s'est créé 10 000 emplois de plus que prévu. L'économie américaine plus vigoureuse qu'anticipée et la hausse exceptionnelle des investissements sont à l'origine de ce résultat.

#### GRAPHIQUE 1.2

#### CROISSANCE DU PIB RÉEL AU QUÉBEC EN 2000 (en pourcentage)



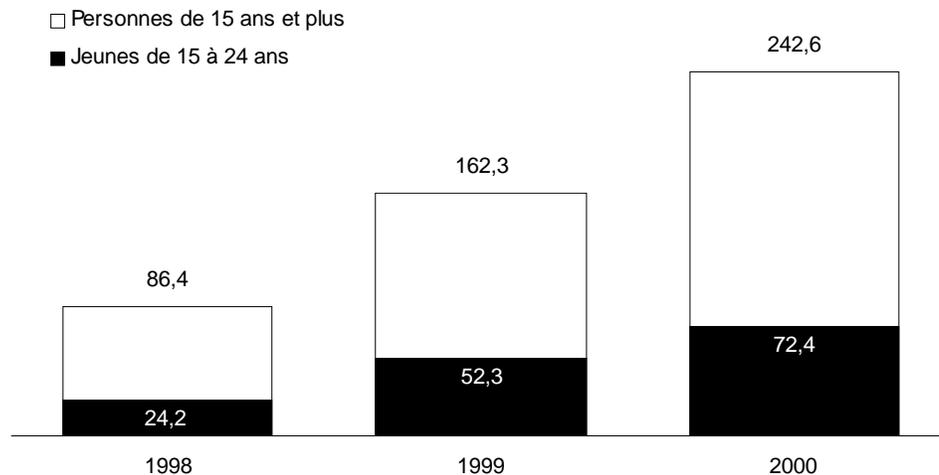
Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

#### ***Des retombées positives sur le marché du travail***

La forte progression de l'économie qu'a connue le Québec au cours des dernières années s'est traduite par une amélioration importante des conditions sur le marché du travail. Sur une base annuelle, plus de 80 000 nouveaux emplois ont été créés au Québec l'an passé. Il s'agit de la meilleure performance depuis la fin des années 1980 après celle de 1998. Depuis 1997, quelque 243 000 emplois ont été créés, presque tous à plein temps (232 000). Il faut remonter au milieu des années 1980 pour constater une aussi forte création d'emplois sur une période de trois ans.

Pour une troisième année consécutive, les jeunes ont bénéficié largement des emplois créés, en obtenant le quart de ceux-ci alors qu'ils ne représentent que 16 % de la population en âge de travailler. Depuis trois ans, les jeunes de 15 à 24 ans ont ainsi obtenu près de 30 % des nouveaux emplois.

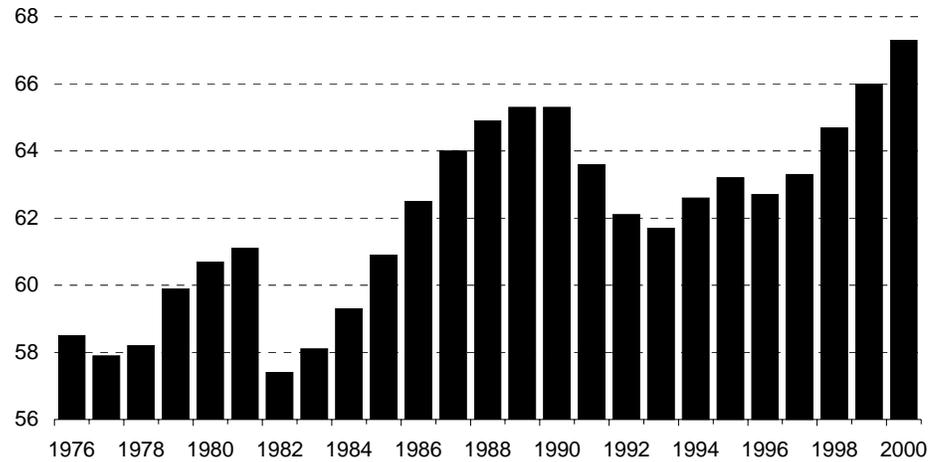
GRAPHIQUE 1.3

**NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS DEPUIS 1997**  
(en milliers)

Source : Statistique Canada.

Le taux d'emploi des personnes âgées de 15 à 64 ans, c'est-à-dire la proportion des personnes détenant un emploi dans ce groupe d'âge, a fortement progressé en 2000. En effet, déjà à un sommet en 1999, le taux d'emploi des 15-64 ans a continué d'augmenter, gagnant 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 67,3 % en 2000.

GRAPHIQUE 1.4

**TAUX D'EMPLOI DES 15-64 ANS**  
 (en pourcentage)


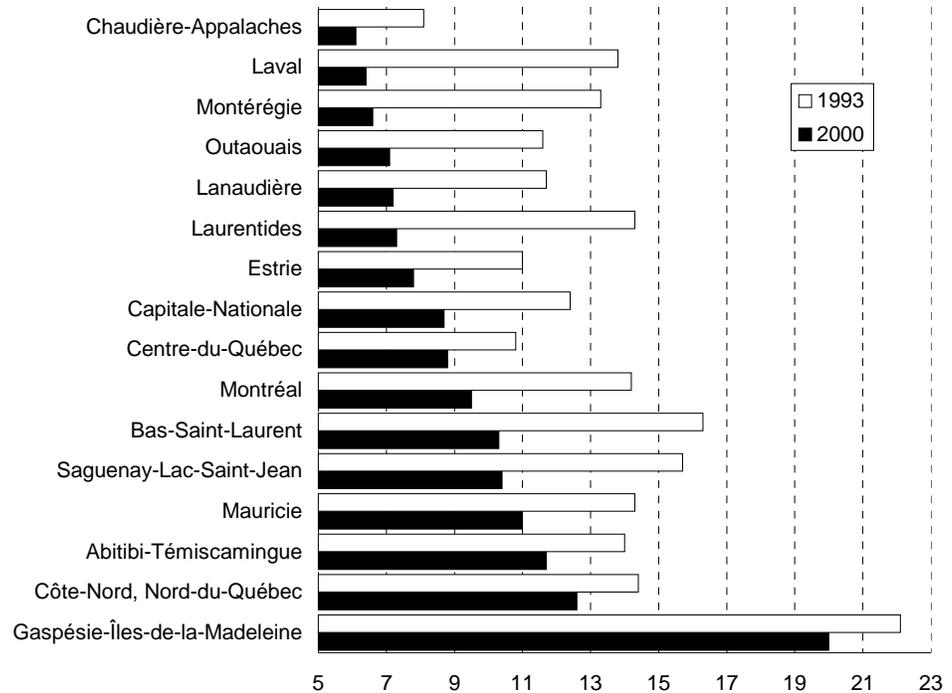
Source : Statistique Canada.

Par ailleurs, malgré une augmentation du taux de participation de la main-d'œuvre, de 62,8 % en 1999 à 63,2 % en 2000, le taux de chômage a diminué à son plus bas niveau en 25 ans, s'établissant en moyenne à 8,4 % l'an dernier. Depuis le sommet cyclique de 1993, le taux de chômage a baissé de cinq points de pourcentage.

Presque toutes les régions administratives du Québec ont vu leur taux de chômage diminuer en 2000 par rapport à l'année précédente. Les régions de Laval (-1,8 %, à 6,4 %), Côte-Nord et Nord-du-Québec (-1,8 %, à 12,6 %), Lanaudière (-1,7 %, à 7,2 %), Abitibi-Témiscamingue (-1,7 %, à 11,7 %) et Montérégie (-1,6 %, à 6,6 %) sont celles qui ont enregistré les plus importantes baisses en 2000.

Ces réductions viennent s'ajouter à celles enregistrées depuis 1993. En effet, au cours de cette période, toutes les régions ont vu leur taux de chômage décroître significativement.

GRAPHIQUE 1.5

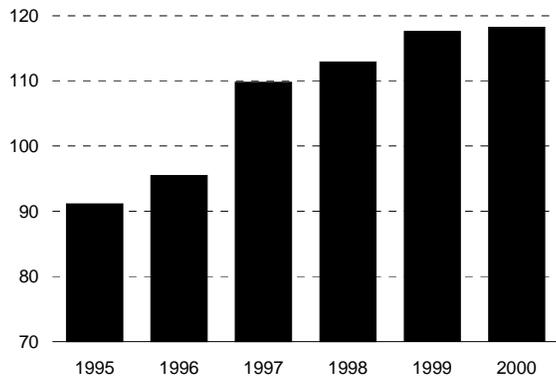
**TAUX DE CHÔMAGE DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC**  
 (en pourcentage)


Source : Statistique Canada.

### ***Une forte demande intérieure***

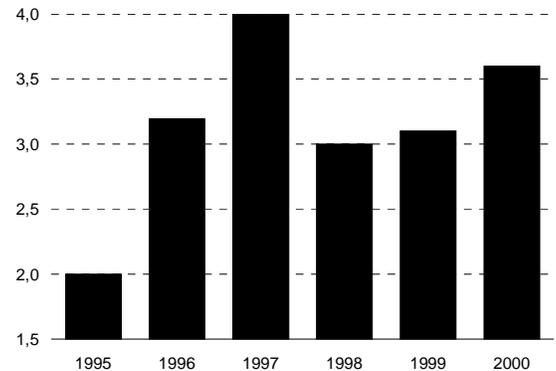
La poursuite de l'amélioration des conditions du marché du travail ainsi que les baisses d'impôt sur le revenu des particuliers ont eu comme effet de maintenir la confiance des ménages québécois à un niveau élevé. Sur une base annuelle, celle-ci n'a jamais été aussi forte au cours des douze dernières années. Confiants, les ménages ont accru leurs dépenses réelles de consommation de 3,6 % en 2000. Il s'agit de la plus forte hausse annuelle depuis 1988, hormis celle enregistrée en 1997 (4,0 %).

GRAPHIQUE 1.6

**INDICE DE CONFIANCE DES MÉNAGES**  
(1991 = 100)

Source : Conference Board du Canada.

GRAPHIQUE 1.7

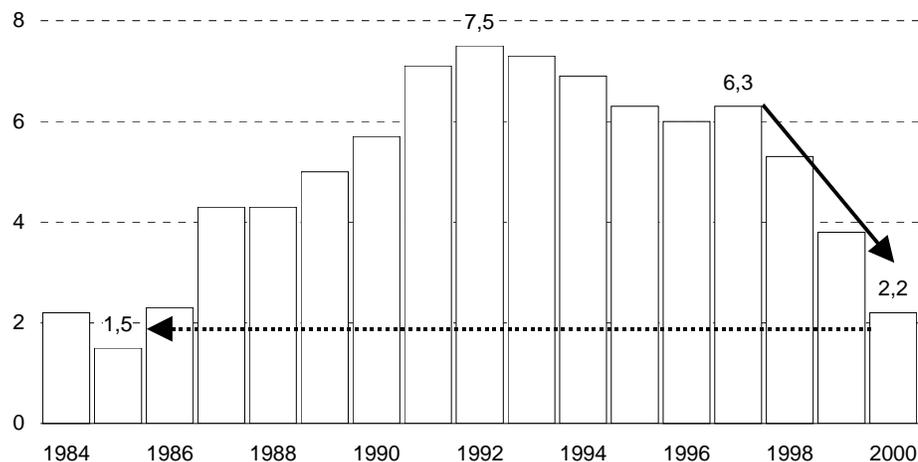
**DÉPENSES RÉELLES DE CONSOMMATION**  
(variation en pourcentage)

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Si les dépenses de consommation des ménages ont fortement augmenté en 2000, les investissements résidentiels ont été plutôt anémiques, n'enregistrant qu'une hausse de 2,0 % en terme réel en raison d'un affaiblissement de la construction de nouvelles habitations. En effet, la baisse des mises en chantier, de 25 700 unités à 24 700, s'est traduite par un recul de l'investissement en construction neuve de 5,7 %. En contrepartie, les commissions immobilières ont progressé de 7,9 % et les dépenses de rénovations de 6,9 %.

Le recul des mises en chantier l'an passé masque cependant une importante amélioration des conditions sur le marché de l'habitation neuve. En effet, après avoir connu une longue période où le marché était en déséquilibre, le secteur du logement locatif est enfin parvenu à l'équilibre. À Montréal par exemple, le taux d'inoccupation ne s'élève plus qu'à 1,5 %, un taux cinq fois moindre que celui de 7,7 % qui prévalait en 1993. Pour l'ensemble du Québec, le taux d'inoccupation a également reculé, passant de 3,8 % en 1999 à 2,2 % en 2000, soit le niveau le plus bas depuis 1985 (1,5 %). N'eût été de la résorption du déséquilibre hérité du passé, les mises en chantier auraient été plus élevées l'an dernier au Québec.

GRAPHIQUE 1.8

**TAUX D'INOCCUPATION DES LOGEMENTS LOCATIFS AU QUÉBEC**  
(en pourcentage)

Sources : Société canadienne d'hypothèque et de logement et ministère des Finances du Québec.

Les entreprises ont elles aussi bénéficié d'un contexte économique favorable. L'accélération de la demande et la hausse des profits ont encouragé les entreprises québécoises à prendre de l'expansion et à moderniser leurs installations en 2000. En effet, celles-ci ont accru leurs investissements non résidentiels de 15,7 % en terme réel, la plus forte augmentation depuis 1987. La progression a été particulièrement marquée pour les achats de machines et matériel, en croissance de près de 20 %.

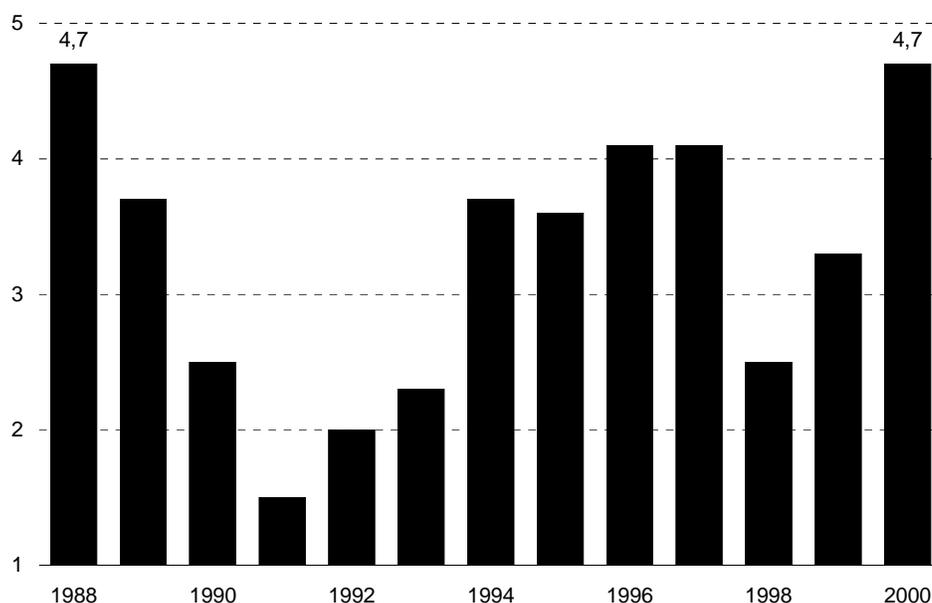
## Une économie mondiale en expansion

L'économie québécoise a continué de bénéficier l'an passé d'un environnement extérieur favorable au commerce. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a progressé de 4,7 % en 2000. Il s'agit de la croissance annuelle la plus forte depuis douze ans. Cette vigueur de l'économie mondiale s'explique par le redressement rapide des économies de plusieurs pays asiatiques et la vigueur exceptionnelle de l'économie américaine.

GRAPHIQUE 1.9

### CROISSANCE DU PIB RÉEL MONDIAL

(en pourcentage)



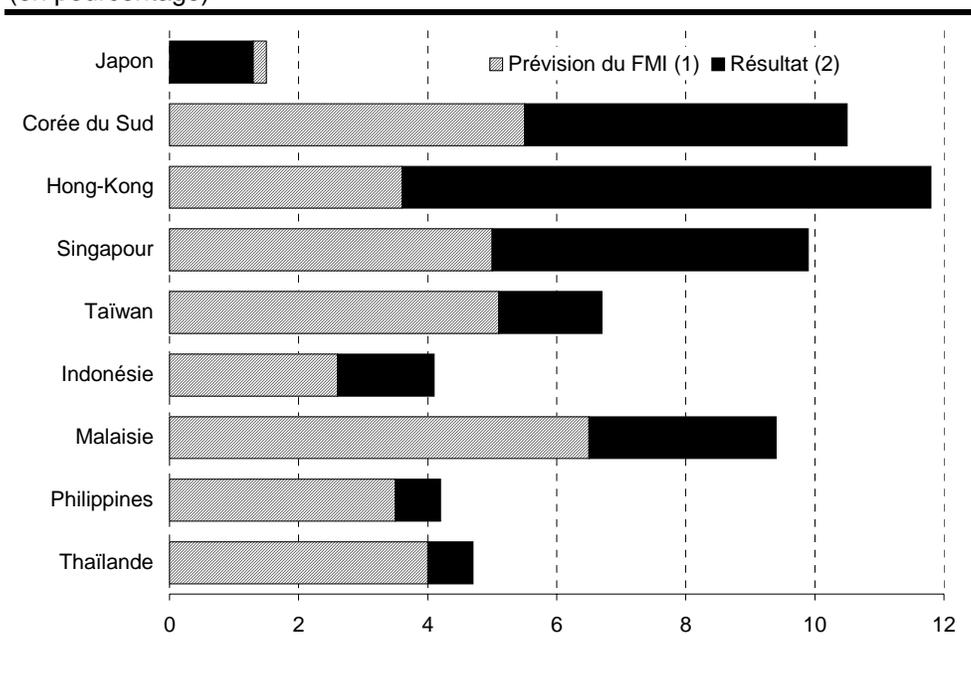
Source : Fonds monétaire international, octobre 2000.

### Une expansion soutenue des économies asiatiques

La croissance économique des pays émergents d'Asie a dépassé les attentes l'an dernier, principalement en raison de deux facteurs :

- une conjoncture économique extérieure plus dynamique a stimulé les exportations vers l'Europe et les États-Unis;
- la hausse du prix du pétrole a été favorable aux pays producteurs (Indonésie, Malaisie, Singapour).

GRAPHIQUE 1.10

**CROISSANCE DU PIB RÉEL EN 2000 – DIVERS PAYS D'ASIE**  
 (en pourcentage)


(1) Prévision du FMI réalisée en octobre 1999.

(2) Résultat pour les 3 premiers trimestres de 2000.

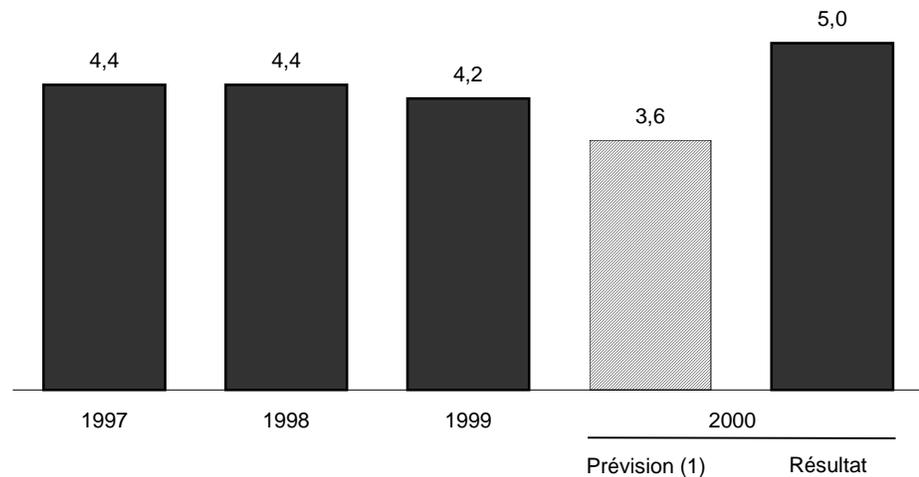
Sources : Fonds monétaire international et Datastream.

Par contre, l'économie japonaise est demeurée fragile. Celle-ci a continué d'être paralysée par une faible consommation privée et d'importants problèmes structurels causés par le haut niveau d'endettement public, les efforts de restructuration des entreprises et le vieillissement de la population. En conséquence, le taux de chômage est demeuré relativement élevé en 2000, à 4,7 %.

**Une autre année exceptionnelle pour l'économie américaine**

À sa dixième année d'expansion, l'activité économique américaine a progressé de 5,0 % en 2000, soit près d'un point et demi de pourcentage de plus que ce que prévoyaient les spécialistes américains il y a un an. Pour une quatrième année, les États-Unis ont vu leur économie croître de plus de 4 %.

GRAPHIQUE 1.11

**CROISSANCE DU PIB RÉEL – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage)

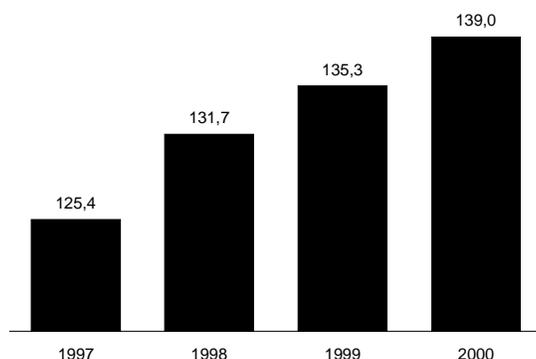
(1) Au moment du Budget 2000-2001.

Source : Standard & Poor's DRI.

La croissance économique a été stimulée par la progression soutenue des dépenses de consommation, en hausse de 5,3 % l'an passé, les consommateurs américains étant demeurés très confiants. Le taux de chômage a atteint 3,9 % en septembre et octobre derniers, le plus bas niveau depuis janvier 1970 (3,9 %). Dans ce contexte de plein emploi, les entreprises ont continué à investir massivement, notamment dans les nouvelles technologies.

GRAPHIQUE 1.12

**INDICE DE CONFIANCE DES CONSOMMATEURS AMÉRICAINS**  
(1985=100)



Source : Standard & Poor's DRI.

GRAPHIQUE 1.13

**TAUX D'INVESTISSEMENT – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage du PIB)

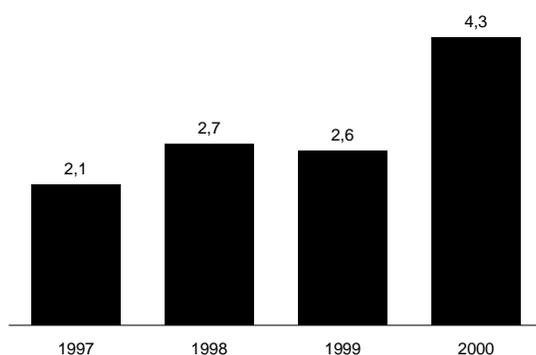


Source : Standard & Poor's DRI.

En raison d'importants gains de productivité et de la vigueur du dollar américain, les pressions inflationnistes sont demeurées sous contrôle aux États-Unis. La croissance de l'indice des prix à la consommation excluant les aliments et l'énergie a augmenté légèrement, de 2,1 % en 1999 à 2,4 % en 2000. Le taux d'inflation global s'est accru davantage, à 3,4 %, en raison de la forte hausse du prix du pétrole (57 %).

GRAPHIQUE 1.14

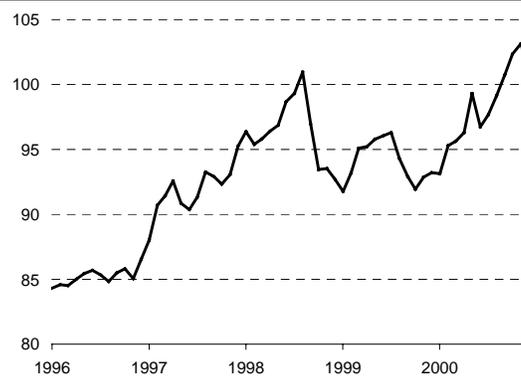
**CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL – ÉTATS-UNIS**  
(en pourcentage)



Source : Standard & Poor's DRI.

GRAPHIQUE 1.15

**INDICE DU COURS DU DOLLAR AMÉRICAIN<sup>(1)</sup>**  
(1973=100)



(1) Par rapport aux monnaies de 7 des principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

Source : Standard & Poor's DRI.

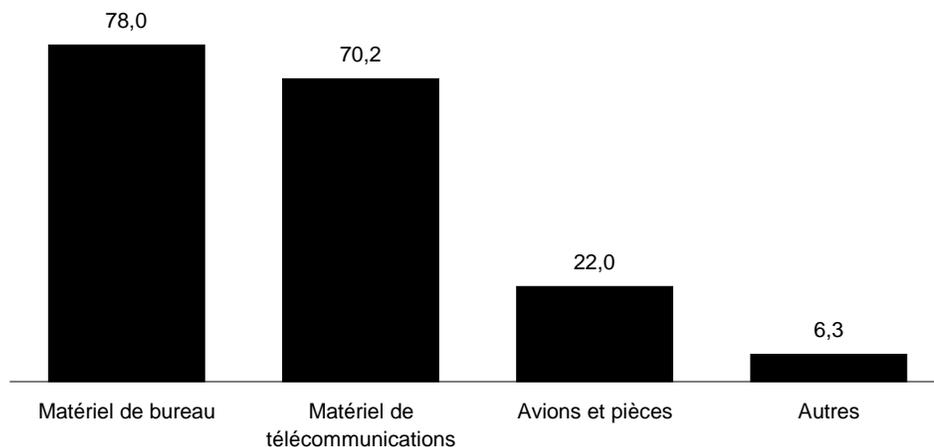
## **Une forte croissance des exportations internationales de marchandises du Québec**

Profitant d'une demande internationale en expansion ainsi que d'un dollar canadien faible, les exportations internationales de biens ont connu une autre année de forte croissance. En effet, le volume des exportations a progressé de 12,2 % en 2000, soit la plus forte augmentation depuis 1994.

Cette forte hausse provient principalement des succès qu'ont connu les produits de haute technologie du Québec sur les marchés internationaux. En 2000, les exportations de matériel de bureau, de matériel de télécommunication et de matériel de transport ont compté pour plus des deux tiers de la hausse des exportations internationales du Québec.

GRAPHIQUE 1.16

### **CROISSANCE DU VOLUME DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE MARCHANDISES DU QUÉBEC<sup>(1)</sup> EN 2000** (en pourcentage)



(1) Données sur la base douanière.  
Source : Institut de la statistique du Québec.

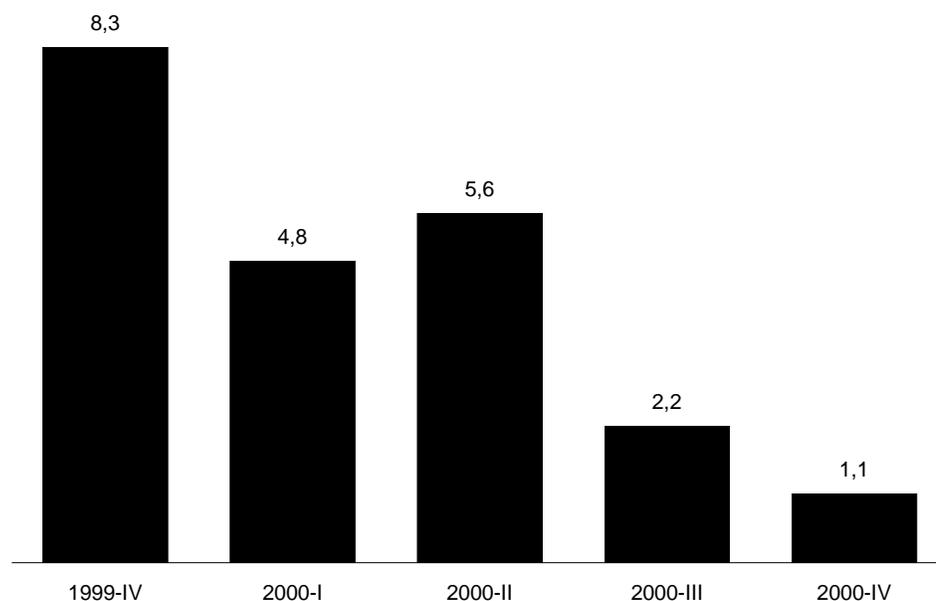
## Les perspectives économiques pour 2001 au Québec

### *Un ralentissement de la croissance aux États-Unis*

Malgré une croissance annuelle de 5,0 % en 2000, l'économie américaine a ralenti fortement en deuxième moitié d'année à la suite du durcissement de la politique monétaire, de la hausse du coût de l'énergie, du repli des marchés boursiers et de la diminution des ventes d'automobiles. Alors que la croissance annualisée s'établissait à 4,8 % et à 5,6 %, respectivement, aux premier et deuxième trimestres de 2000, le PIB réel américain n'a progressé que de 2,2 % au troisième trimestre et de 1,1 % au quatrième.

GRAPHIQUE 1.17

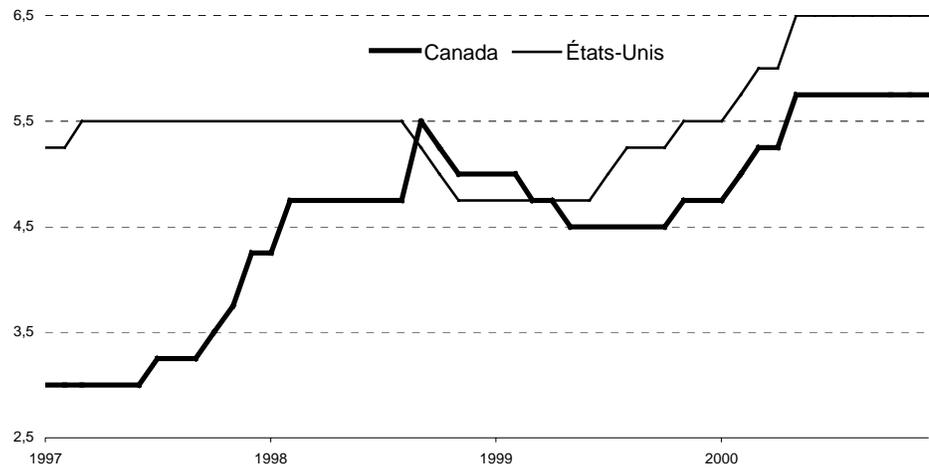
### **CROISSANCE ÉCONOMIQUE – ÉTATS-UNIS** (taux annualisé en pourcentage)



Source : Standard & Poor's DRI.

Voulant prévenir une accélération de l'inflation, les autorités monétaires américaines ont poursuivi en 2000 leur politique d'augmentation des taux d'intérêt entamée en 1999. De 4,75 % en juin 1999, le taux directeur a été porté à 6,50 % en juin 2000. Au Canada, la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine étant demeurée à des niveaux historiquement bas, la Banque du Canada a suivi tous les mouvements à la hausse de la Réserve fédérale américaine l'an dernier.

GRAPHIQUE 1.18

**TAUX D'INTÉRÊT À UN JOUR**  
 (en pourcentage)


Sources : Standard & Poor's *DRI* et Banque du Canada.

Le durcissement de la politique monétaire, la hausse des prix de l'énergie et la correction boursière ont eu pour effet de ralentir le principal moteur de l'économie américaine au cours des dernières années, soit la demande intérieure. Ce ralentissement se poursuivra en 2001. Ainsi, selon les experts du secteur privé, la demande intérieure devrait croître cette année de 2,7 %, soit à un rythme deux fois moins élevé qu'en 2000. Ce ralentissement de la demande intérieure se répercutera sur la croissance du PIB réel, qui ne devrait progresser que d'environ 2 % cette année, soit 3 points de pourcentage de moins que l'an dernier.

### ***Une politique monétaire plus accommodante en 2001***

Le ralentissement marqué de l'économie américaine s'est traduit par un changement de cap dans la conduite de la politique monétaire adoptée par la Réserve fédérale américaine. Après six hausses consécutives du taux des fonds fédéraux, celle-ci a pris tout le monde par surprise en annonçant le 3 janvier 2001, entre deux réunions régulières, une baisse de 50 points de base du taux directeur. À la fin du mois de janvier, la Banque centrale américaine a récidivé avec l'annonce d'une autre baisse de 50 points. Le 20 mars, la Réserve fédérale réduisait son taux directeur de 50 points de base supplémentaires.

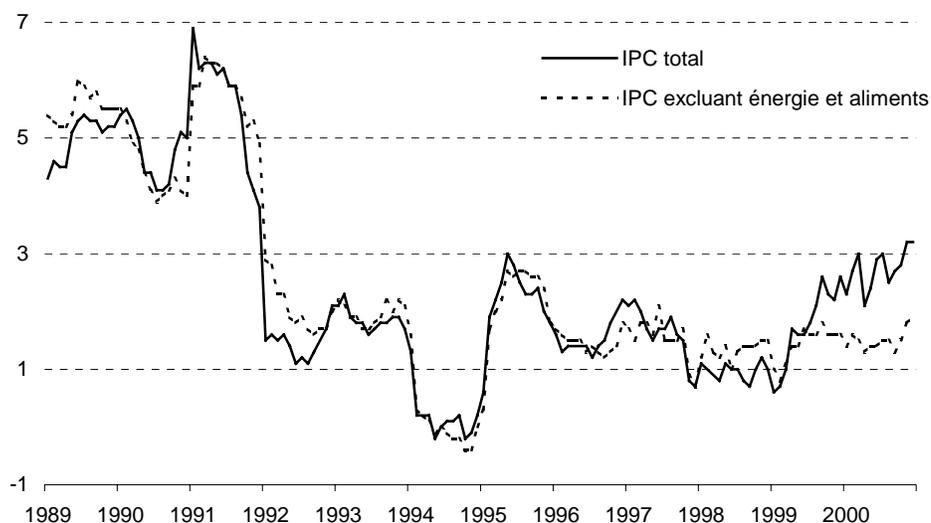
Au Canada, le relâchement de la politique monétaire devrait être plus modéré, compte tenu du dynamisme de la demande intérieure, laquelle sera stimulée par une politique budgétaire et fiscale expansionniste.

### **Une décélération de l'inflation**

La croissance de l'indice des prix à la consommation excluant l'énergie et les aliments s'est maintenue tout au long de l'année 2000 en deçà du point médian de la fourchette cible de la Banque du Canada (1 % à 3 %). Néanmoins, entre décembre 1999 et décembre 2000, le prix de l'énergie a progressé de 13,6 % et celui des aliments de 3,2 %, ce qui s'est traduit par une hausse de l'indice global des prix de 3,2 % entre le début et la fin de l'année.

GRAPHIQUE 1.19

#### **INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION - CANADA** (variation annuelle en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

Le prix du pétrole a beaucoup augmenté l'an dernier, atteignant 28,4 \$US en moyenne durant l'année, son niveau le plus élevé depuis le milieu des années 1980. Les experts anticipent qu'il diminuera en 2001. Les pays membres de l'OPEP semblent en effet être en mesure de s'entendre et d'ajuster leur production de façon à ce que le prix du baril de pétrole se maintienne aux environs du niveau actuel de 25 \$US.

Avec le ralentissement économique des économies nord-américaines et le maintien des prix internationaux du baril de pétrole sous les niveaux de 2000, l'inflation devrait décélérer en 2001 et retourner vers le milieu de la fourchette cible de la Banque du Canada.

### ***Un ralentissement moins marqué au Canada et au Québec***

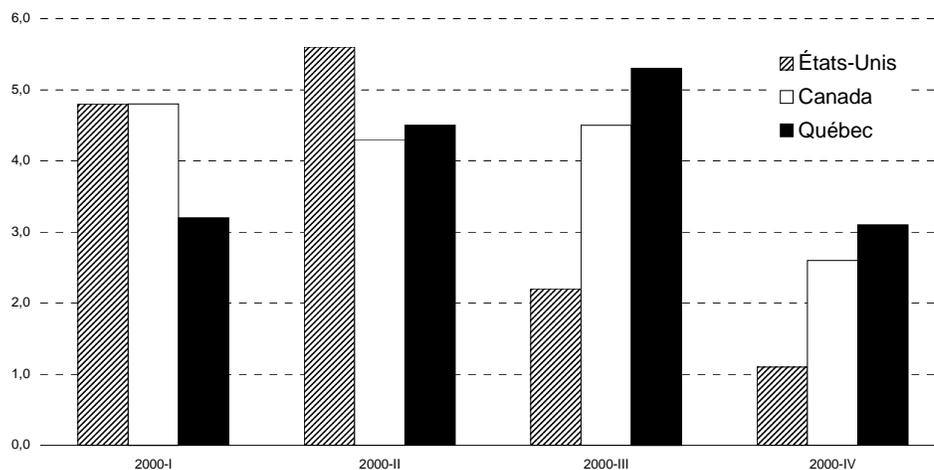
Au Canada et au Québec, le ralentissement de la croissance économique devrait être moins marqué qu'aux États-Unis.

Premièrement, les signes actuels de ralentissement ne sont pas aussi prononcés qu'aux États-Unis :

- d'une part, la croissance du PIB réel au cours du second semestre n'a pas ralenti aussi fortement qu'aux États-Unis;

GRAPHIQUE 1.20

#### **PIB RÉEL – QUÉBEC, CANADA ET ÉTATS-UNIS** (variation à taux annualisé en pourcentage)



Sources : Standard & Poor's *DRI*, Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

- d'autre part, la création d'emplois s'est poursuivie au Québec, avec 41 000 nouveaux emplois créés entre octobre 2000 et février 2001.

Deuxièmement, les gouvernements de ce côté-ci de la frontière ont mis en place des politiques budgétaires et fiscales expansionnistes avant les États-Unis. Le Plan Bush ne sera adopté que plus tard en 2001 et ses effets pourraient ne se faire sentir qu'à partir de 2002.

Troisièmement, la confiance des ménages est demeurée élevée au Canada et au Québec malgré une légère baisse au dernier trimestre. Aux États-Unis, la baisse de la confiance des consommateurs est nettement plus importante.

Enfin, il faut également souligner l'importance relativement modeste du secteur de l'automobile dans l'économie au Québec, un secteur dont l'affaiblissement devrait surtout affecter l'Ontario.

Toutefois, étant donné le niveau élevé d'intégration économique avec les États-Unis, les économies canadienne et québécoise ne pourront éviter d'être affectées par le ralentissement de l'économie américaine.

Globalement, on prévoit que cette année la croissance du PIB réel sera de 2,9 % au Canada et de 2,7 % au Québec. Celle-ci sera suffisante pour que les conditions du marché du travail continuent de s'améliorer. Au Québec, grâce à la création de 50 000 emplois, le taux de chômage devrait continuer à diminuer, de 8,4 % en 2000 à moins de 8 % d'ici 2002.

### ***Une décélération de la croissance des exportations***

Les exportations internationales du Québec subiront en 2001 les contrecoups du ralentissement économique américain. Après la hausse marquée de 12,2 % en 2000, les exportations internationales de marchandises devraient croître de façon plus modérée cette année, soit d'environ 5 %.

Malgré la décélération attendue, le rythme de croissance du volume des exportations devrait dépasser encore une fois celui du PIB réel. La part des exportations internationales dans le PIB devrait donc continuer de s'accroître cette année.

### ***Une demande intérieure vigoureuse***

L'économie québécoise pourra s'appuyer de nouveau cette année sur des politiques fiscales et budgétaires favorables à la croissance.

Les importantes réductions d'impôt en cours et la baisse anticipée du prix de l'énergie feront en sorte que les ménages devraient voir leur pouvoir d'achat s'accroître significativement. On s'attend que les dépenses réelles de consommation s'accroissent de 3,5 % cette année (4,7 % en dollars courants) et de 2,6 % en 2002 (4,1 % en dollars courants).

De plus, les conditions du marché résidentiel se sont fortement améliorées au cours des dernières années. En raison de la baisse du taux d'inoccupation, à son plus bas niveau depuis 15 ans, et du faible niveau des stocks de maisons invendues, les mises en chantier devraient s'accroître à 27 000 unités cette année.

Par contre, selon la dernière enquête sur les intentions d'investir de Statistique Canada, les investissements non résidentiels devraient diminuer de 1,4 % en 2001 au Québec, en raison de la fin de deux grands projets d'investissement, soit celui d'Alcan à Alma et celui de Magnola à Asbestos. Ces deux projets mis à part, la croissance des investissements non résidentiels devrait atteindre environ 3,5 % cette année. Malgré la baisse attendue des investissements manufacturiers, ceux-ci devraient totaliser 5,2 milliards de dollars cette année, soit le double du niveau qui prévalait en 1993 (2,6 milliards de dollars), au creux de la dernière décennie.

Les résultats de l'enquête de Statistique Canada révèlent entre autres que d'importantes hausses devraient être enregistrées cette année dans les secteurs du transport et entreposage (17,1 %), des services immobiliers et de location (16,9 %), des services publics (16,3 %) et des communications (14,7 %).

TABLEAU 1.1

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES**  
 (variation en pourcentage)

	2000	2001	2002
<b>PRODUCTION</b>			
— Produit intérieur brut réel	4,3	2,7	2,6
— Produit intérieur brut	6,9	4,0	4,0
<b>ÉLÉMENTS DE DÉPENSES</b>			
— Consommation	5,1	4,7	4,1
— Mises en chantier ('000)	24,7	27,2	27,6
— Investissements non résidentiels	6,1 <sup>(1)</sup>	-1,4 <sup>(1)</sup>	1,1
— Exportations internationales de marchandises <sup>(2)</sup>	12,2	5,0	6,4
<b>ÉLÉMENTS DE REVENUS ET PRIX</b>			
— Salaires et traitements	6,7	3,6	3,5
— Revenu personnel	5,6	3,4	3,6
— Bénéfices des sociétés	17,7	8,1	7,4
— Prix à la consommation	2,4	1,4	1,7
<b>MARCHÉ DU TRAVAIL</b>			
— Population active	1,4	1,1	1,2
— Emploi	2,4	1,5	1,5
— en milliers	80	50	52
— Taux de chômage (niveau en %)	8,4	8,0	7,8
<b>TAUX D'INTÉRÊT – CANADA</b> (niveau en %)			
— Bons du Trésor, 3 mois	5,5	5,0	5,1
— Obligations canadiennes, 10 ans	5,9	5,3	5,5

(1) Statistique Canada, Investissements privés et publics.

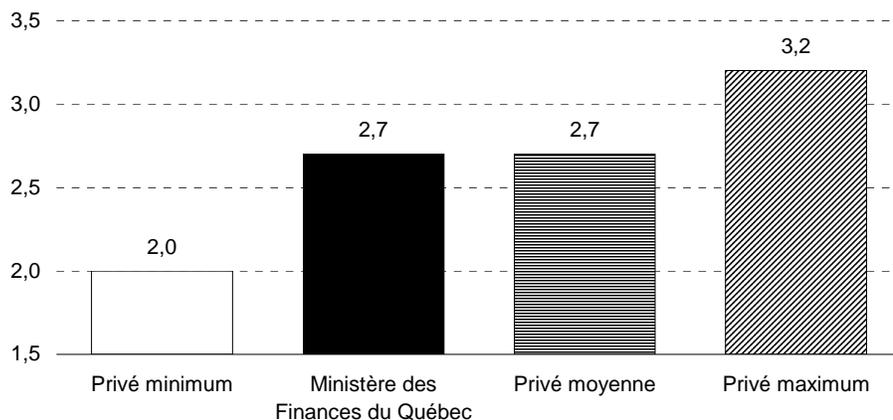
(2) Dollars constants de 1992, sur la base des comptes économiques.

### Comparaison avec les prévisions du secteur privé

Les prévisionnistes du secteur privé sont partagés quant à la croissance économique que connaîtra le Québec cette année. L'incertitude quant à l'ampleur du ralentissement économique aux États-Unis et aux facteurs susceptibles d'en atténuer les répercussions au Québec divisent les experts. Alors que certains anticipent une croissance pouvant aller jusqu'à 3,2 % en 2001, d'autres entrevoient une croissance plus modeste, aussi faible que 2,0 %. En moyenne, le secteur privé prévoit une hausse du PIB réel de 2,7 % au Québec. Il s'agit du même taux de croissance que celui qui a servi à l'élaboration du présent Budget.

GRAPHIQUE 1.21

#### CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC - 2001 COMPARAISON AVEC LES PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ (en pourcentage)



Source : D'après un relevé du ministère des Finances du Québec.